

geht es darum, was für Auswirkungen es auf die Schweiz hat, wenn einzelne EU-Staaten wieder Grenzkontrollen einführen. Der zweite zentrale Punkt ist derjenige, dass sich die Flüchtlingsrouten wieder verändern können. Der dritte Punkt betrifft die Entwicklung der Bundesfinanzen: Das Stabilisierungsprogramm 2017–2019, über das wir noch zu befinden haben, steht vor der Tür. Ein weiterer Punkt betrifft die Anforderungen an den Zoll durch die zusammenwachsenden Wirtschaftsräume in den Grenzregionen. Ein weiterer zentraler Punkt unserer Forderungen an den Bundesrat ist die Aufforderung, auf die Rekrutierungsschwierigkeiten Rücksicht zu nehmen. Es nützt nichts, wenn wir das Grenzwachtkorps ausbauen wollen, aber allenfalls die Löhne und Arbeitsbedingungen nicht stimmen und die Leute nicht bereit sind, im Grenzwachtkorps zu arbeiten. Der letzte zentrale Punkt betrifft die Frage: Wie sieht der Bundesrat die Möglichkeit eines Einbezugs der Armee zur Unterstützung des Grenzwachtkorps in einem Assistenzdienst? Die Kommission ist einstimmig der Ansicht, dass es jetzt wichtig ist, weg von der «Pflasterlipolitik» hin zu einer Gesamtschau zu kommen. Sie fordert deshalb den Bundesrat auf, in einem Bericht Stellung zur Frage zu nehmen, wie er sich die Rolle und den Bestand des Grenzwachtkorps zukünftig vorstellt.

Clottu Raymond (V, NE), pour la commission: En date du 25 janvier dernier, la commission s'est prononcée en faveur du dépôt du postulat de commission 16.3005, «Rôle et effectif futur du Corps des gardes-frontière», qui découle de propositions déposées par Madame Graf-Litscher et Monsieur Amstutz.

La commission a adopté, à l'unanimité, ce postulat chargeant le Conseil fédéral de lui fournir, d'ici à la fin du mois de mai 2016, un rapport dans lequel il examinera le mandat du Corps des gardes-frontière et la question des effectifs nécessaires à son exécution, à la lumière des nouveaux défis qui se posent aux frontières et à l'évolution rapide des conditions-cadres. Le rapport, qui servira de base pour les futurs travaux de la commission, devra accorder une attention particulière à divers aspects, notamment à la réintroduction temporaire des contrôles aux frontières par certains Etats de l'Union européenne et à la possibilité de recourir aux prestations de soutien – service d'appui – de l'armée au profit du Corps des gardes-frontière.

La sécurité, qui fait partie des préoccupations essentielles de la population, est une tâche commune de la Confédération, des cantons – comme c'est le cas de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne notamment – et des communes. L'augmentation alarmante du tourisme de la criminalité et de l'immigration illégale nuit à la situation sécuritaire de notre pays – qui, certes, est encore tout juste satisfaisante à l'heure actuelle – et a un impact sur le sentiment de sécurité ressenti par notre population.

Par contre, les régions comptant beaucoup de frontières vertes, soit principalement le Nord-Ouest de la Suisse, la Suisse romande et le Tessin, doivent faire face à des problèmes particulièrement aigus.

On constate en outre que les zones urbaines et les régions situées le long des frontières vertes et le long des axes de transit affichent un nombre de délits nettement plus élevé qu'ailleurs.

Le Corps des gardes-frontière joue donc un rôle important aux côtés des organes cantonaux chargés de la sécurité, un rôle déterminant dans la lutte contre le tourisme de la criminalité et contre l'immigration illégale et incontrôlée, et contribue ainsi à assurer la sécurité dans notre pays qui, je tiens à le rappeler, est vitale pour notre population, pour notre tourisme et pour nos entreprises.

Au nom de la commission, je vous invite à soutenir ce postulat.

Maurer Ueli, Bundesrat: Der Bundesrat ist bereit, dieses Postulat entgegenzunehmen. In Anbetracht der knappen Zeitverhältnisse mache ich Sie darauf aufmerksam, dass es eine Übersicht gibt und nicht einen detaillierten Bericht mit

sehr vielen Seiten. Sie werden also eine Übersicht erhalten, die Ihnen eine Lagebeurteilung ermöglicht.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Die Kommission und der Bundesrat beantragen, das Postulat anzunehmen.

Angenommen – Adopté

15.311

Standesinitiative Basel-Stadt. Aufstockung des Grenzwachtkorps

Initiative cantonale Bâle-Ville. Renforcer les effectifs du Corps des gardes-frontière

Vorprüfung – Examen préalable

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.15 (Vorprüfung – Examen préalable)

Nationalrat/Conseil national 10.03.16 (Vorprüfung – Examen préalable)

Antrag der Kommission

Der Initiative keine Folge geben

Proposition de la commission

Ne pas donner suite à l'initiative

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten.

Gschwind Jean-Paul (C, JU), pour la commission: Réunie le 18 février dernier, la Commission des finances a traité avec toute l'attention requise l'initiative du canton de Bâle-Ville 15.311, «Renforcer les effectifs du Corps des gardes-frontière».

Le canton de Bâle-Ville demande aux autorités fédérales de faire en sorte que le Corps des gardes-frontière dispose partout d'effectifs suffisants pour être en mesure d'accomplir au mieux ses missions, compte tenu de la situation réelle et des besoins de la population en matière de sécurité.

Nonobstant l'augmentation de 24 postes de gardes-frontière en 2013, le canton de Bâle-Ville constate que les régions comptant beaucoup de frontières vertes – notamment le Nord-Ouest de la Suisse – doivent faire face à des problèmes sévères et aigus, ce qui vaut aussi pour les zones urbaines situées le long des frontières vertes. Dans ces régions, le nombre de délits est nettement plus élevé qu'ailleurs, ce que je peux confirmer en tant qu'habitant d'une zone de frontière verte.

Abordons maintenant l'état de l'examen préalable. Tout d'abord, il faut noter que le canton de Bâle-Campagne a déposé une initiative allant dans le même sens, l'initiative 15.301, «Nouvelle augmentation des effectifs du Corps des gardes-frontière et répartition adéquate des ressources entre les régions».

Dans sa séance du 16 décembre 2015, le Conseil des Etats, contre l'avis de la Commission de la politique de sécurité et de la Commission des finances, a accepté les deux initiatives cantonales.

Par la suite, la Commission de la politique de sécurité de ce conseil, chargée de l'initiative de Bâle-Campagne, a décidé, par 13 voix contre 12, de donner suite à cette initiative. Dans un corapport à l'attention de la Commission des finances, la Commission de la politique de sécurité recommande à la Commission des finances, par le même nombre de voix, de donner suite à l'initiative du canton de Bâle-Ville et l'informe qu'elle déposera le postulat 16.3005, «Rôle et effectif futur du Corps des gardes-frontière», postulat qui vient d'être traité et accepté par le Conseil fédéral.

Certains membres de la commission ont proposé de suspendre la décision de la Commission des finances dans l'attente du rapport demandé, une proposition qui a été refusée par 17 voix contre 5.

Abordons maintenant les délibérations de la Commission des finances, qui se sont déroulées en présence du chef du Corps des gardes-frontière.

Ce dernier a relevé l'énorme augmentation de travail du Corps des gardes-frontière, notamment dans les domaines de la migration, de la criminalité et de la contrebande, en relation avec l'augmentation sensible du tourisme d'achat. Citons un exemple de cette augmentation de travail: dans le domaine de la migration, les arrestations ont doublé, passant de 15 000 à 31 000.

Je profite de l'opportunité qui m'est offerte aujourd'hui pour relever l'excellent travail du Corps des gardes-frontière, travail pénible et dangereux qui se fait toujours en étroite collaboration avec les forces de la police cantonale, une collaboration qui, à mon sens, devrait aussi pouvoir s'étendre à la police militaire – la Sécurité militaire –, avec la nouvelle loi sur le développement de l'armée.

La Commission des finances partage tout à fait les objectifs de l'initiative cantonale de Bâle-Ville. Au vu de la situation difficile aux frontières, il faut renforcer la sécurité, avec le renfort du Corps des gardes-frontière. Mais à l'instar de la commission sœur du Conseil des Etats, la majorité estime qu'une initiative émanant d'un canton ne constitue pas une réponse appropriée pour régler le problème.

Dans l'exercice de sa souveraineté budgétaire, le Parlement gère, en règle générale, les effectifs de la Confédération, en approuvant les crédits relatifs au personnel, dans le cadre du budget et des crédits supplémentaires. Déroger à ce principe budgétaire, c'est permettre une ingérence des cantons dans la gestion des effectifs du personnel de la Confédération. Les objectifs visés par l'initiative cantonale de Bâle-Ville doivent être réalisés par la procédure budgétaire uniquement et les crédits supplémentaires.

Force est de constater que les objectifs ont déjà été réalisés, puisque le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé d'augmenter les effectifs du Corps des gardes-frontière de 24 postes en 2013, de 48 postes en 2015 et, dernièrement, la Délégation des finances, dans sa séance du 14 janvier 2016, a accepté, dans une procédure accélérée, un crédit de 6,3 millions de francs pour lutter contre le terrorisme.

Ce crédit implique la création de 86 postes au Secrétariat aux migrations, à l'Office fédéral de la police et ailleurs, dont 28 à durée indéterminée pour le Corps des gardes-frontière. La création de ces postes m'amène à dire que l'objectif de l'initiative est réalisé – comme on dit en allemand: «erledigt.» Certains membres de la commission craignent que le renforcement du Corps des gardes-frontière se fasse au détriment de la douane civile, ce qui pourrait entraîner des dysfonctionnements dans ce domaine.

Une minorité de la commission partage certes les réserves de la majorité, mais estime que la situation est difficile. Elle craint qu'un rejet de l'initiative du canton de Bâle-Ville n'envoie un signal politique qui risque d'être mal interprété dans la région concernée. La minorité propose donc de donner suite à l'initiative.

Pour conclure, au vote, la commission, par 12 voix contre 11 et 2 abstentions, propose au conseil de ne pas donner suite à cette initiative cantonale. Je vous propose de suivre la commission.

Bigler Hans-Ulrich (RL, ZH), für die Kommission: Mit der Initiative 15.311, «Aufstockung des Grenzwachtkorps», beantragt der Kanton Basel-Stadt, das Grenzwachtkorps sei personell so auszustatten, dass es nach Massgabe der jeweils bestehenden Sicherheitssituation seine Aufgaben in guter Qualität und entsprechend den Sicherheitsbedürfnissen der Bevölkerung wahrnehmen könne. Die Initianten begründen ihre Forderung mit dem Argument, dass 2013 zwar 24 zusätzliche Stellen bewilligt worden seien, die Region aber unzureichend berücksichtigt worden sei. Sie verlangen, dass man bei der Verteilung besser auf die Bedürfnisse der Re-

gion eingehe. Sie begründen dies insbesondere mit der Tatsache, dass die Zahl der Einbrüche in der Region zugenommen habe und höhere Deliktzahlen festzustellen seien.

Die Initiative hat in der Vorprüfung eine wechselvolle Geschichte erlebt. Die Finanzkommission des Ständerates hat am 10. November 2015 eine Vertretung des Kantons angehört. Sie hat Verständnis für die Sicherheitsbedürfnisse der Region, nimmt diese sehr ernst, hat aber den Weg, den die Initiative vorschlägt, als falsch eingestuft. Sie beantragte, der Initiative keine Folge zu geben. Demgegenüber hat der Ständerat dem Anliegen zugestimmt, er beschloss Folgegeben. Im Weiteren beriet der Ständerat am 16. Dezember 2015 die Standesinitiative Basel-Landschaft 15.301, «Zusätzliche Aufstockung des Grenzwachtkorps und angemessene Verteilung der Ressourcen auf die Regionen». Diese war in der Sicherheitspolitischen Kommission des Ständerates vorbesprochen worden. Die Kommission hatte beantragt, ihr keine Folge zu geben, hingegen gab der Ständerat beiden Standesinitiativen Folge. Die Finanzkommission des Nationalrates prüfte die Standesinitiative am 18. Februar 2016. Um sich über die derzeitige Situation informieren zu lassen, hörte sie den Chef des Grenzwachtkorps an. Ebenso lag ein Mitbericht der Sicherheitspolitischen Kommission des Nationalrates vor. Diese beantragte Folgegeben.

Zu den Erwägungen der Kommission: Der Chef des Grenzwachtkorps schilderte die aktuelle Lage und führte dabei aus, dass diese schwierig sei und eine Erhöhung des Personalbestandes helfen würde, die kritische Personalsituation an der Grenze zu entschärfen. Er sagte dann aber ausdrücklich auch, dass das Parlament entscheiden müsse, ob der angestrebte Weg über eine Standesinitiative der richtige sei. Die Finanzkommission beantragt mit 12 zu 11 Stimmen bei 2 Enthaltungen, der Standesinitiative keine Folge zu geben. Zu den Überlegungen im Einzelnen: Die Finanzkommission ist sich in Bezug auf das Anliegen der Standesinitiative, die Sicherheitsbedürfnisse der Bevölkerung ernst zu nehmen, durchaus einig. Allerdings wies der Chef des Grenzwachtkorps in der Anhörung selber darauf hin, dass es Aufgabe seines Korps sei, «an der Grenze als Filter zu wirken». Im Weiteren unterstrich er, dass das Grenzwachtkorps aufgrund des Postulates der SiK-NR 16.3005, «Rolle und zukünftiger Bestand des Grenzwachtkorps», aufzeigen müsse, wie viel an Mitteln zur Erfüllung des Auftrages nötig sei.

Diese Argumentation war denn auch wegweisend für die Haltung der Mehrheit in der Kommission, die wie die Finanzkommission des Ständerates eine Standesinitiative als den falschen Weg zur Lösung des Problems ansah. Sie stellte gerade auch vor dem Hintergrund des Stabilisierungsprogramms des Bundes für die kommenden Jahre das Argument der finanzpolitischen Disziplin in den Mittelpunkt ihrer Überlegungen. Das Parlament steuert in Ausübung seiner Budgethoheit den Personalbestand des Bundes generell über die Bewilligung von Personalkrediten im Rahmen des Voranschlags und der Nachtragskredite. Was angesichts dieser Steuerungsform Sinn und Zweck einer Standesinitiative in diesem Bereich sein soll, ist der Mehrheit deshalb nicht klar. Die Erfüllung des materiellen Anliegens des Kantons Basel-Stadt muss und kann über das Instrument des Voranschlags und der Nachtragskredite erfolgen. Es sind die vom Gesetz vorgesehenen Verfahren, die eben auch eine schnelle Reaktion ermöglichen.

Das Parlament beschliesst den Nachtrag I zu einem bereits beschlossenen Voranschlag jeweils in der Sommersession, den Nachtrag II jeweils zusammen mit dem Voranschlag für das nachfolgende Jahr in der Wintersession. So haben etwa Nationalrat und Ständerat seinerzeit bereits im Rahmen des Voranschlags 2016 auf Antrag des Bundesrates den Bestand des Grenzwachtkorps um 48 Stellen erhöht. Über den Voranschlag und den Nachtrag kann dem Anliegen des Kantons Basel-Stadt damit viel schneller, effizienter und effektiver entsprochen werden als durch die Ausarbeitung einer Vorlage infolge einer Standesinitiative. Die Kommission spricht sich damit auch mehrheitlich gegen Sonderverfahren aus, welche die Haushaltsteuerung verkomplizieren würden.

Eine Minderheit teilt an sich grundsätzlich die Vorbehalte der Mehrheit, ist aber der Auffassung, dass die Situation sehr schwierig ist. Sie befürchtet, dass eine Ablehnung der Standesinitiative ein politisches Zeichen setzen würde, das in der betroffenen Region vielleicht nicht richtig interpretiert würde. Ich bitte Sie angesichts dieser Ausführungen und im Namen der Kommission, diesen Überlegungen zu folgen. Verzichten Sie auf ein Sonderverfahren, und lassen Sie angesichts des angespannten Bundeshaushaltes stattdessen finanzpolitische Disziplin walten.

Geben Sie bitte deshalb der Standesinitiative Basel-Stadt keine Folge.

*Der Initiative wird keine Folge gegeben
Il n'est pas donné suite à l'initiative*

16.004

GPk-NR/SR und GPDel. Jahresbericht 2015

CdG-CN/CE et DéICdG. Rapport annuel 2015

Zweitrat – Deuxième Conseil

Ständerat/Conseil des Etats 02.03.16 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 10.03.16 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Heer Alfred (V, ZH), für die Kommission: Den Jahresbericht 2015 haben Sie bereits schriftlich erhalten, und ich bin sicher, dass Sie ihn alle aufmerksam gelesen haben. Ich möchte mich an dieser Stelle deshalb darauf beschränken, einige wesentliche Punkte und Schlussfolgerungen aus der Arbeit der Geschäftsprüfungskommission des Jahres 2015 hervorzuheben.

Die GPK nehmen als parlamentarische Kommissionen im Auftrag der eidgenössischen Räte die Oberaufsicht über die Geschäftsführung des Bundesrates, der eidgenössischen Gerichte sowie der anderen Träger von Aufgaben des Bundes wahr. Die GPK überprüfen hauptsächlich, ob die Behörden im Sinne der Verfassung und der Gesetze handeln und ob die vom Gesetzgeber übertragenen Aufgaben richtig erfüllt werden. Zudem überprüft die GPK die Zweckmässigkeit und die Wirksamkeit staatlichen Handelns. Dazu ist die GPK in Subkommissionen gegliedert. Es sind dies folgende: EDA/VBS, EJPD/Bundeskanzlei, EFD/WBF, EDI/UEK sowie Gerichte und Bundesanwaltschaft. Sie werden anschliessend von den Mitgliedern dieser Subkommissionen Details zu ihrer Arbeit aus dem Jahr 2015 vernehmen.

Eine wichtige Schlussfolgerung der GPK aus dem Jahr 2015 resultierte aus der Arbeitsgruppe Insieme. Es wurde bei der Untersuchung dieses EDV-Debakels festgestellt, dass eine Zusammenarbeit zwischen Eidgenössischer Finanzkontrolle und GPK nötig und sinnvoll wäre. Die Eidgenössische Finanzkontrolle stellt Mängel fest, ohne dass die GPK darüber informiert werden kann. Motionen, welche diese Schwachstelle in der Aufsicht beheben sollen, wurden bereits eingereicht. Mit den Motionen soll sichergestellt werden, dass die Eidgenössische Finanzkontrolle die GPK ordentlich über festgestellte Mängel in der Verwaltung orientieren und die GPK diesen dann auch nachgehen und entsprechende Empfehlungen abgeben kann, wie wir das ja immer in Fällen tun, in welchen wir eine Untersuchung durchführen.

Eine wichtige Funktion für die GPK hat die Parlamentarische Verwaltungskontrolle, welche Evaluationen für die GPK vornimmt. Die Parlamentarische Verwaltungskontrolle ist ein wichtiges Instrument für die GPK, um die Wirksamkeit der Verwaltung zu überprüfen. Als Beispiel möge Ihnen die Evaluation der Aufsicht über die flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit und deren Wirkungen dienen, die im

Jahresbericht unter Ziffer 3.1.1 aufgeführt ist. Sie finden auf Seite 11 des Jahresberichtes auch eine Auflistung über Abklärungen, welche neu im Jahresbericht aufgeführt sind. Ich verzichte darauf, im Detail darauf einzugehen, weil Sie dies schriftlich vorliegen haben.

Die GPK ist die Anlaufstelle für alle, wenn es darum geht, die Rechtmässigkeit, die Zweckmässigkeit und die Wirksamkeit staatlichen Handelns zu überprüfen. Diese Aufgabe gilt es gewissenhaft und mit Nachdruck zu verfolgen. Ich möchte an dieser Stelle deshalb auch dem Sekretariat der GPK der ständerätlichen Schwesterkommission, der Parlamentarischen Verwaltungskontrolle sowie allen Mitgliedern für die Mitarbeit und Unterstützung herzlich danken!

Ihnen, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, möchte ich mitteilen, dass auch Sie sich jederzeit an die GPK wenden können, wenn Sie Hinweise auf unrechtmässiges Verhalten der Verwaltung erhalten haben sollten.

Glanzmann-Hunkeler Ida (C, LU), für die Kommission: Die Arbeit der Geschäftsprüfungskommissionen ist sehr interessant und vielfältig. Oft erhält man dabei Einblicke in Bereiche, die bei der übrigen Ratsarbeit tabu sind oder nicht im gleichen Mass hinterfragt oder ausgeleuchtet werden können. Allerdings muss man sich dabei bewusst sein, dass die Arbeiten der Verwaltung kritisch geprüft und begleitet werden und somit manchmal eben auch eine kritische Haltung gegenüber unserer Arbeit vorhanden ist. Trotzdem möchte ich allen, die im vergangenen Jahr konstruktiv mit unserer Kommission zusammengearbeitet haben, danken.

Ich möchte kurz die Berichterstattung im Jahresbericht der GPK über die Ruag erwähnen. Bei der Behandlung des Geschäftsberichtes 2015 der Ruag wurde die neue Eignerstrategie diskutiert, die bis dahin vom Bundesrat noch nicht verabschiedet worden war. Der Bundesrat legt in dieser Strategie jeweils die Schwerpunkte für die Geschäftsleitung der Ruag fest. Die Ruag legte im Geschäftsbericht 2014 dar, dass sie verschiedene Standorte in der Schweiz schliessen respektive verlagern wolle. Das heisst konkret, dass Randregionen Arbeitsplätze verlieren und diese in grössere Zentren oder sogar ins Ausland verlagert werden. In diesem Geschäftsbericht wurde auch aufgezeigt, dass der Stellenbestand der Ruag 2014 in der Schweiz gesunken ist, während gleichzeitig im Ausland mehr Arbeitsstellen geschaffen wurden.

Die GPK beschlossen daraufhin, dem Bundesrat zu beantragen, folgende Punkte in die neue Eignerstrategie aufzunehmen: Vorgaben zur regionalpolitischen Verteilung der Standorte bzw. zum Erhalt von Arbeitsplätzen in den Randregionen; Vorgaben zum Erhalt bzw. zur Schaffung von Arbeitsplätzen in der Schweiz, ganz besonders bei der Erschliessung von neuen Geschäftsfeldern. Konkret verlangten wir, dass eine obligatorische Prüfung gemacht werde, ob Arbeitsplätze im Ausland oder in der Schweiz angesiedelt werden könnten.

Diese Anliegen wurden auch in der Sicherheitspolitischen Kommission, die die Eignerstrategie zur Konsultation einsehen konnte, diskutiert. Die Kommission bestätigte zuhänden der GPK, dass diese Anliegen aufgenommen wurden. Der Bundesrat ist jetzt gefordert, bei der Überwachung der Eignerstrategie ein besonderes Augenmerk auf diese Forderungen zu legen.

Ein weiteres Geschäft, dem zuerst die GPDel und dann die GPK vermehrt Aufmerksamkeit schenkte, war die nationale Strategie zum Schutz der Schweiz vor Cyberisiken. Für uns ist es wichtig, dass die Strategie in allen Departementen umgesetzt wird, aber ganz besonders wichtig, dass man sich auch abspricht und die diversen Massnahmen untereinander abgestimmt werden. Die GPK wird sich dieses Jahr über den Fortschritt der Massnahmen in den verschiedenen Departementen erkundigen.

Im letzten Frühjahr besuchte die Subkommission EDA/VBS im Rahmen eines Dienststellenbesuches das Rekrutierungszentrum der Armee in Windisch. Dabei wollten wir uns ein Bild davon machen, wie heute diese Rekrutierung stattfindet. Wir setzten uns mit den Aufgaben des Zentrums, der